

À L'APPEL DU CNAPEST, DE L'UNPEF ET DU SNTE

Les écoles, les CEM et les lycées en grève demain

Trois syndicats ayant déjà fait la preuve de leur représentativité appellent les enseignants à débrayer dès demain. Les trois secteurs de l'enseignement risquent la paralysie. L'Unpef, le SNTE et le Cnapest estiment que la voie choisie par la tutelle n'a pas permis la prise en charge de l'ensemble de leurs revendications.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)

L'union nationale des personnels de l'enseignement et de la formation (Unpef), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) et le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) ont d'une seule voix estimé que les rencontres avec la tutelle n'avaient pas permis de désamorcer les tensions. L'Unpef et le SNTE réunissent aujourd'hui leurs bases respectives pour leur faire part des conclusions des discussions avec le département de Benbouzid.

L'Unpef réunit aujourd'hui son bureau national mais son secrétaire général, Sadek Dziri, affirme que le principe de la grève est maintenu. L'Unpef estime que deux dossiers doivent être

réglés en urgence, à savoir la rétroactivité de la prime de soutien pédagogique et le règlement du dossier des œuvres sociales. Sadek Dziri s'insurge contre le refus du département de Benbouzid d'accorder la rétroactivité de cette prime et considère que le principe de la solidarité nationale au sujet de la gestion des œuvres sociales n'est pas négociable. Mais le syndicat estime également que les questions du statut particulier et de la médecine du travail sont toujours en suspens.

Au SNTE, même son de cloche. Son numéro un, Abdelkrim Boudjenah, affirmait hier que l'appel à la grève était toujours d'actualité. «La grève est maintenue tant que rien de fiable ne nous aura été communiqué. C'est la base qui a décidé



Vives tensions à l'éducation.

du débrayage», affirme-t-il ajoutant que le bureau national du SNTE se réunira aujourd'hui. Seront présentes à cette réunion les coordinations des différentes corporations (directeurs d'établissement, corps communs, gestionnaires, adjoints de l'éduca-

tion...). Ils débattront des revendications qui sont toujours en suspens. Au Cnapest, même insatisfaction. Le syndicat estime que «la promulgation des régimes indemnitaires et des statuts particuliers des travailleurs de la fonction publique vient

démontrer, on ne peut mieux, que le personnel du secteur de l'éducation demeure encore et toujours relégué au dernier rang des préoccupations des pouvoirs publics». Dénonçant l'attitude de la tutelle, le syndicat présidé par Nouar Larbi considère que «le ministère de l'Education a préféré la fuite en avant, à travers notamment un procédé méprisable et vil «engagements-désengagements». Les réunions de travail tenues durant les mois d'août et septembre 2011, ajoutées aux promesses du ministre de l'Education, encore une fois non tenues, ont davantage discrédité les responsables du ministère de l'Education nationale et par conséquent le gouvernement qu'ils engagent.

Autant de griefs retenus à l'encontre de la tutelle qui a multiplié dès la rentrée les rencontres avec les partenaires sociaux sans pour autant réussir à désamorcer un conflit qui dès demain risque de paralyser tout le secteur.

N. I.

LE MORATOIRE DONNÉ AUX LAITERIES PRIVÉES A ÉTÉ PROLONGÉ

Benaïssa fait marche arrière

En prolongeant son moratoire jusqu'à janvier 2012, Rachid Benaïssa, qui avait donné comme dernier délai fin septembre 2011 aux laiteries privées pour se conformer au nouveau dispositif de fonctionnement de la filière, fait marche arrière. Bon nombre d'observateurs affirment que le ministre de l'Agriculture a pris conscience des limites d'un dispositif, pourtant annoncé en grande pompe.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)

Janvier 2011. Le nouveau dispositif de l'Office national interprofessionnel du lait (Onil), fixant les conditions et les modalités de distribution de la poudre de lait subventionnée par l'Etat entre en vigueur. Rachid Benaïssa fixe un moratoire de neuf mois aux laiteries privées pour se conformer au nouveau cahier des charges. Alors que le délai a expiré fin septembre dernier, une dizaine de transformateurs n'ont pas encore adhéré et les points forts du nouveau dispositif demeurent non respectés. L'objectif initial de cette nouvelle démarche est la réduction de l'importation de la poudre de lait à travers l'encouragement de la production nationale du lait cru.

Le département de Benaïssa a ainsi exigé des laiteries privées qui s'approvisionnent en poudre de lait auprès de l'ONIL d'introduire du lait cru dans la production de lait pasteurisé en sachet (LPS). Certains transformateurs, même si c'était à contrecœur, ont tout de suite adhéré. Pour les autres, le ministre a donné un moratoire pour la signature du nouveau cahier des charges. Le 11 septembre dernier, Rachid Benaïssa a réuni le Comité interprofessionnel du lait (CIL) pour faire le bilan semestriel de la filière. A la grande surprise, le ministre, qui s'est dès le départ montré ferme et menaçant, prolongea le moratoire pour ceux qui n'ont pas encore signé le fameux cahier des charges. Mais ce n'est finalement pas le seul point fort du nouveau dispositif qui demeure non respecté. Le principe de dis-

tribution du lait pasteurisé en sachet et de la collecte du lait cru par zone n'ont point été appliqués, encore moins exigés. «Il est impossible d'imposer à chaque laiterie d'écouler uniquement sa production dans sa région. Encore moins collecter du lait cru chez les éleveurs limitrophes. Pour cela, il faut une étude et une évaluation globale de la filière. Il faut d'abord définir la demande de chaque région en matière de consommation de lait et la capacité de

production de chaque transformateur. Idem pour la collecte du lait cru, car les éleveurs le cèdent au plus offrant, parfois pour une marge de 1 DA», explique Mohamed Seffari, président de la commission régionale de Constantine du CIL, chargée de la collecte, de la qualité et la transformation. De son côté, le vice-président du pôle laitier d'Alger du (CIL), Mourad Bouzekrini, qui d'abord trouve injuste que la poudre distribuée par l'ONIL soit cédée à parts égales, 50 % pour les 15 unités publiques et 50% pour les 119 transformateurs privés. D'autant plus, ajoute-t-il, que «certaines laiteries privées, qui reçoivent des quantités importantes de poudre de lait, plus de 300 tonnes par mois, les utilisent pour

d'autres produits dérivés». Concernant la distribution du lait en sachet pasteurisé et la collecte du lait cru par zone, ce dernier affirme aussi qu'il s'agit d'un principe qui relève de l'impossible. Enfin, le ministère de l'Agriculture, qui avait annoncé, en grande pompe, en décembre 2010, le nouveau dispositif organisant la filière, s'est-il aperçu au bout du compte de la difficulté à appliquer sur le terrain de telles dispositions ? Surtout que l'importation de la poudre de lait a augmenté depuis.

Le moratoire prolongé par Rachid Benaïssa ainsi que la mise à l'écart du principe de «zoning» sont peut-être la réponse.

M. M.

RELATION DE TRAVAIL

Le rôle de l'Inspection du travail mis en exergue

Le rôle de l'Inspection du travail dans la promotion du dialogue social a occupé une bonne place lors de la rencontre organisée, hier, par le département du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Tayeb Louh l'a qualifiée de «dimension particulière qui a abouti à la signature en 2006 du pacte national économique et social».

Selon le premier responsable du département du Travail, qui intervenait à l'ouverture du séminaire de restitution de la résolution et des conclusions de l'administration et de l'Inspection du travail de la 100^e session de la Conférence internationale du travail,

«un effort particulier a été consenti par les pouvoirs publics pour la mise en place d'une administration et d'une inspection du travail dotées de moyens modernes et de larges prérogatives pour accomplir la mission de contrôle du respect de la législation du travail». A ce propos, il dira qu'«un vaste programme de renforcement et de modernisation des services de cette institution a été mis en œuvre», tout en rappelant «la réorganisation territoriale de l'Inspection du travail, son renforcement en moyens humains et matériels et en infrastructures et sur l'élargissement de ses attributions au contrôle de l'application de la législation de la Sécurité sociale, en matière d'affiliation d'une part et au contrôle de l'emploi et du placement des travailleurs, d'autre part».

D'ailleurs, le ministre du Travail a tenu, en la circonstance, à mettre en exergue le rôle que joue l'Agence nationale de l'emploi (Anem). Cette dernière, selon la même source, a procédé dans le cadre du DAIP au placement de 273 141 jeunes primodemandeurs d'emploi en 2010 et à 473 837 durant les huit premiers mois de l'année 2011. Pour Tayeb Louh, toutes ces mesures prises par «les pouvoirs publics ont pour principal objectif de renforcer et consolider l'administration et l'Inspection du travail. Mesures qui s'inscrivent, au demeurant, dans le sillage des orientations et principes de l'organisation internationale du travail en matière de développement des systèmes d'administration du travail».

A. B.